



CONSEIL D'ADMINISTRATION

SÉANCE ORDINAIRE DU 22 MAI 2026

| | |
|--------------------|----|
| NOMBRE DE MEMBRES | 27 |
| NOMBRE DE PRÉSENTS | 14 |
| POUVOIRS | 1 |
| NOMBRE D'ABSENTS | 12 |
| NOMBRE DE VOTANTS | 15 |
| QUORUM | 14 |

L'an deux mille vingt-six, le 22 mai à 14h30, le Conseil d'Administration du centre de gestion de la fonction publique territoriale d'Eure-et-Loir (CDG28) dûment convoqué le 13 mai 2026 s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bertrand MASSOT.

Étaient présents :

- Marie-Claude BENOIT-MOUSSEAU
- Martine BOUILLARD
- Marie-Pierre DAVID
- Benoît DELATOUCHE
- Jean-Luc DUCERF
- Philippe GALIOTTO
- Jacky GAULLIER
- Bernard GOUIN
- Sylvie HONNEUR-BÛCHER
- Bertrand MASSOT (*ne prend pas part au vote*)
- Martine MOKHTAR
- Benoit PELLEGRIN
- Jean-Louis RAFFIN
- Damien STEPHO
- Max VAN DER STICHELE

Pouvoirs :

- Evelyne LEFEBVRE a donné pouvoir à M. MASSOT
- Corine LE ROUX a donné pouvoir à M. DUCERF

Excusés :

- François BELHOMME
- John BILLARD
- Ghizlan CHOUAYB
- Alain CONTREPOIS
- Hélène DENIEAULT
- Lydie GUERIN
- Patrick LAFAVE
- Olivier MARCADON
- Jean-Noël MARIE
- Caroline VABRE

Secrétaire de séance :

- Jean-Luc DUCERF

Assistaient également :

- Gabrielle BARRETT-JACQUET, Directrice générale,
- Oriana CAUQUIS, Directrice générale adjointe,
- Laurent ARCHENAULT, Payeur départemental.

Délibération n° : **2026-D-34**
Objet : **Approbation du Compte Administratif 2025**



CONSEIL D'ADMINISTRATION SÉANCE ORDINAIRE DU 22 MAI 2026

Délibération n° : **2026-D-34**
 Objet : **Approbation du Compte Administratif 2025**

Exposé de Monsieur Jean-Luc DUCERF, Vice-président en charge des finances et de la carrière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion de la fonction publique territoriale,

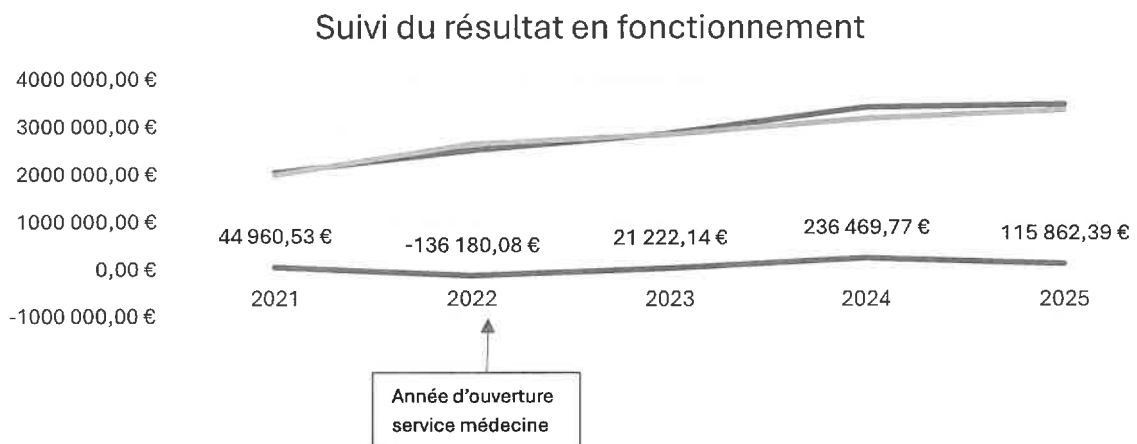
Le compte administratif 2025 confirme les orientations qui ont été annoncées dans le ROB lors du Conseil d'administration du 23 janvier 2026 qui annonçaient un léger excédent de près de 98 000 €.

Il se présente de la manière suivante :

| Résultat d'exécution CA 2025 | |
|------------------------------|---------------------|
| Fonctionnement | 115 862,39 € |
| Investissement | -1 853,90 € |
| Total exercice | 114 008,49 € |

Par ailleurs, pour l'exercice 2025, en investissement, aucun reste à réaliser n'a été constaté.

A titre d'information, le suivi du résultat en fonctionnement est le suivant :



➔ **En section de fonctionnement :**

Les écarts avec le budget prévisionnel 2025 concernent principalement :

- Le recrutement toujours infructueux du second médecin,
- Le 1^{er} acompte de 40 % de la nouvelle convention du FIPHP estimé à 70 K€ et prévu en 2025 n'est pas arrivé avant le 31 décembre et n'a pas été versé en 2025,
- Une baisse de l'activité liée à l'intérim avec retour à un niveau normal,
- Enfin, le CDG a continué d'adopter une gestion quotidienne prudente de ses dépenses tout le long de l'année. Les dépenses au 011 ont été maîtrisées.

| Total Dépenses réelles de fonctionnement (hors dotations amortissements) | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2024/2025 |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|--------------|
| 011 charges à caractère général | 309 449,06 € | 499 538,89 € | 472 231,10 € | 537 885,87 € | 514 422,82 € | -4,36% |
| 012 charges de personnel (FMPE compris) | 1 524 296,12 € | 1 797 931,46 € | 2 073 645,43 € | 2 394 395,14 € | 2 551 360,86 € | 6,56% |
| 65 autres charges de gestion courantes | 109 666,16 € | 121 152,45 € | 127 883,37 € | 149 740,48 € | 190 232,57 € | 27,04% |
| 67 charges exceptionnelles (annul de titres) | 3 246,84 € | 144 051,08 € | 90 563,04 € | 23 378,73 € | 26 159,77 € | 11,90% |
| 042 dotations aux amortissements | 47 334,90 € | 84 068,73 € | 83 707,64 € | 73 241,32 € | 74 073,09 € | 1,14% |
| 68 dotation provision | | | | 5 700,00 € | 8 524,44 € | 49,55% |
| Total | 1 993 993,08 € | 2 646 742,61 € | 2 848 030,58 € | 3 184 341,54 € | 3 364 773,55 € | 7,61% |

➤ Concernant les dépenses :

L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement est la suivante :

Concernant le 011, on note une légère diminution s'explique notamment par :

- le budget liée aux réparations en deçà des prévisions initiales,
- les frais de déplacements des agents contenus (refonte du régime d'indemnité de repas : passage au réel au lieu du forfait) ont été maîtrisée à compter du 1^{er} septembre, avec le passage d'un forfait de 20 € à un remboursement au réel pour les agents non itinérants,
- les dépenses de fournitures à la baisse par rapport à la prévision budgétaire initiale,
- l'organisation du concours de rédacteur a notamment entraîné une augmentation des dépenses de fonctionnement notamment en location.

Concernant le 012, cet article a logiquement augmenté en 2025 sous l'effet de plusieurs facteurs cumulés :

- la prise en compte sur une année pleine des recrutements intervenus en cours d'année 2024, notamment la secrétaire médicale, l'ergonome, la responsable du pôle médical, la chargée de mission contrats groupe et la responsable du pôle gestion des carrières,
- les recrutements intervenus en 2025 dans le cadre de la réorganisation des services décidée fin 2024, à savoir le recrutement d'une quatrième gestionnaire carrières et sur le poste de gestionnaire Ressources nouvellement créé,
- le recrutement d'une seconde apprentie pour travailler sur le déploiement d'une filière de formation SGM;
- la prise en charge de notre FMPE jusque fin aout et l'arrivée d'un nouvel FMPE à compter de juillet 2025,
- la pérennisation de la valeur faciale du titre-restaurant à 8 €,
- L'augmentation à compter du 1^{er} janvier 2025 de la participation employeur prévoyance passant de 5€ par mois à 7€,
- l'augmentation des cotisations sociales, notamment pour les agents relevant de la CNRACL,
- la poursuite de la mise à disposition d'un agent technique à hauteur d'un demi-ETP, afin d'assurer sur l'année complète la maintenance et le suivi des travaux du bâtiment du CDG,
- l'organisation du concours de rédacteur a notamment entraîné une augmentation des dépenses de fonctionnement notamment en frais de surveillance.

Toutefois, plusieurs facteurs ont contribué à maîtriser les dépenses de personnel :

- l'absence de recrutement d'un second médecin du travail,
- l'exclusion temporaire d'un agent durant les 3 premiers mois de l'année. Les économies réalisées par cette exclusion ont toutefois été limitée dans la mesure où une vacataire est intervenue en soutien du pôle concerné,
- le remboursement de l'assurance statutaire en recettes de fonctionnement en 013 d'un certain nombre d'arrêts de travail de longue durée, notamment au pôle médical, AET et santé au travail.

Concernant le 065, l'augmentation concerne les remboursements de DAS qui ont progressé cette année. En effet, un second agent a été déchargé à 100 % en cours d'année,

Concernant le 067, l'augmentation s'explique par l'annulation des titres émis pour les prestations ACFI qui n'ont pas été honorées et qui ont été remboursées aux collectivités,

Concernant le 068, l'augmentation s'explique par l'ajustement à la hausse de la provision du fait de la liquidation de l'entreprise qui louait des places de parking qui ne pourra certainement pas honorer les loyers.

➤ Concernant les recettes :

L'évolution des recettes réelles de fonctionnement est la suivante :

| Total recettes réelles de fonctionnement | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2024/2025 |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------|
| 013 Atténuation de charges-remb.remunération FMPE et remb assurances agents CDG | 70 836,40 € | 58 782,00 € | 30 815,24 € | 43 880,12 € | 76 196,46 € | 73,65% |
| 70 Produits des activités | 1 854 368,55 € | 2 344 007,64 € | 2 690 783,14 € | 3 266 756,23 € | 3 300 822,05 € | 1,04% |
| 74 dotation subvention | 2 245,20 € | 4 891,00 € | 556,19 € | 9 362,29 € | 4 200,17 € | -55,14% |
| 75 Autres produits de gestion courante (revenus immobiliers) | 77 863,15 € | 64 311,24 € | 51 092,82 € | 98 943,32 € | 99 417,26 € | 0,48% |
| 77 produits exceptionnels (mandat annulés) | 29 966,50 € | 38 570,65 € | 91 113,33 € | 1 865,35 € | 0,00 € | -100,00% |
| 78 reprise sur amortissement et provision | | | 4 892,00 € | 0,00 € | 0,00 € | #DIV/0! |
| total | 2 035 279,80 € | 2 510 562,53 € | 2 869 252,72 € | 3 420 807,31 € | 3 480 635,94 € | |

- **Au 013**, l'augmentation de la recette résulte du remboursement de la prise en charge d'un nouvel FMPE d'un FMPE à la mi-année qui vient de surcroit d'une collectivité non affiliée (participation majorée à 200 %) et de remboursement de l'assurance statutaire dans le cadre d'arrêt de travail d'agents absents du fait de la maladie.
- **Au 070**, on note globalement une légère augmentation des recettes prévisionnelles (*cotisation, facturation coût lauréat, missions facultatives...*) en lien notamment avec le service de médecine préventive avec la perception sur une année complète des collectivités ayant adhéré en fin d'année 2024, et le déploiement des contrats groupes relatifs à la protection sociale complémentaire,

→ **En section d'investissement :**

En investissement, le résultat constaté au terme de l'exercice est déficitaire conformément à ce qui a été annoncé dans le rapport d'orientation budgétaire.

Le déficit s'élevant à **1 853,90 €** s'explique par le fait que cette année les dépenses effectuées sont très légèrement supérieures aux recettes (amortissements constatés, FCTVA et subventions FIPHFP) ;

Concernant les dépenses d'investissement :

- **Concernant l'article 2051** : les dépenses ont porté, sur des licences informatiques,
- **Concernant l'article 21351** : les dépenses ont porté sur le changement de vitres cassées, les filtres anti-chaleur, de la signalétique extérieure du CDG,
- **Concernant le matériel informatique et de bureau** : il s'agit du mobilier de la salle H. BOUCHER, et du renouvellement partiel du parc informatique du CDG. Par ailleurs, on note l'achat de mobiliers spécifiques notamment dans le cadre d'aménagement de postes pour 2 agents.

On notera toutefois que les dépenses d'investissements qui devraient être moindre que prévues : le changement de centrale incendie prévu initialement au BP 2025, n'a pu être réalisé.

Concernant les recettes :

Les recettes d'investissement se composent classiquement en 2025 :

- du FCTVA,
- des dotations aux amortissements,
- exceptionnellement d'une subvention du FIPHFP dans le cadre des aménagements de poste.

Il est à noter que le résultat cumulé en section d'investissement est discordant avec celui du compte de gestion du payeur départemental en raison d'une erreur matérielle intervenue lors du vote du Budget primitif 2025.

En effet, le résultat d'investissement cumulé reporté au budget 2025 n'aurait pas dû être corrigé des restes à réaliser de 5 993,99 € ; il devait donc rester à la somme de 255 414,08 € et non inscrit à 249 420,09 € pour résultat de clôture 2024.

Considérant que cette erreur n'a pas pu être corrigée sur l'exercice 2025 afin d'établir un compte d'administratif reprenant le résultat conforme, il est indiqué au conseil d'administration qu'elle sera rectifiée sur demande du payeur départemental lors de l'affectation du résultat et corrigé lors du vote du budget supplémentaire 2026.

Dans la mesure où le compte de gestion et le compte administratif en exécution sur l'année 2025 coïncident cependant, il est proposé au Conseil d'administration d'approuver le compte administratif 2025 par chapitre tel qu'annexé à la présente, et de donner quitus au Président de sa bonne gestion.

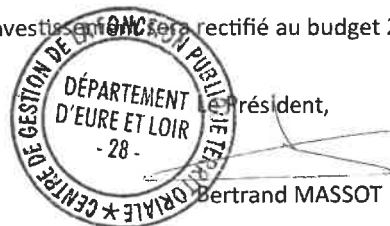
Les membres du Bureau réunis en date du 7 mai 2026 ont émis un avis favorable.

Le Président quitte la salle et ne prend pas part au vote de la délibération.

Monsieur Jean-Luc DUCERF, 2^{ème} Vice-président, prend la présidence de séance et met au vote la délibération.

Le Conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- ▶ D'approuver le compte administratif 2025,
- ▶ De donner quitus au Président du Centre de gestion,
- ▶ De préciser que le résultat cumulé en section d'investissement sera rectifié au budget 2026 afin qu'il soit conforme au compte de gestion.



Certifié exécutoire compte tenu
De la transmission en préfecture le : **27 MAI 2026**
De la publication le :
Par délégation, **28 MAI 2026**
La Directrice Générale
Gabrielle BARRETT-JACQUET

Compte administratif 2025 par chapitre

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

| | | 2024 | 2025 | |
|-------|-------------------------------------|----------------|--------------------------------------|----------------|
| | | Réalisé 2024 | Total prévisions budgétaires BP + DM | Réalisé |
| Total | 011 Charges à caractère général | 537 885,87 € | 674 490,89 € | 514 422,82 € |
| Total | 012 Charges de personnel | 2 394 395,14 € | 2 744 628,37 € | 2 551 360,86 € |
| Total | 023 Virement à la sect° d'investis. | 0,00 € | 1 214 305,63 € | |
| Total | 042 Dotations aux amortissements | 73 241,32 € | 79 500,00 € | 74 073,09 € |
| Total | 65 Autres charges gestion courante | 149 740,48 € | 221 031,00 € | 190 232,57 € |
| Total | 66 Charges financières | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Total | 67 Charges exceptionnelles | 23 378,73 € | 30 000,00 € | 26 159,77 € |
| Total | 68 Dotation aux provisions | 5 700,00 € | 8 524,44 € | 8 524,44 € |
| Total | DEPENSES | 2 848 030,58 € | 4 972 480,33 € | 3 364 773,55 € |

FONCTIONNEMENT

RECETTES

| | | 2024 | 2025 | |
|-------|---|----------------|--------------------------------------|----------------|
| | | Réalisé 2024 | Total prévisions budgétaires BP + DM | Réalisé |
| Total | 002 Excédent antérieur reporté Fonc | 1 116 881,77 € | 1 353 351,54 € | |
| Total | 013 Atténuations de charges | 43 880,12 € | 57 119,00 € | 76 196,46 € |
| Total | 70 Produits des services | 3 266 756,23 € | 3 457 869,79 € | 3 300 822,05 € |
| Total | 74 Dotations, subventions et participation | 9 362,29 € | 4 401,00 € | 4 200,17 € |
| Total | 75 Autres produits gestion courant | 98 947,32 € | 99 739,00 € | 99 417,26 € |
| Total | 77 Produits spécifiques | 1 865,35 € | | |
| Total | 78 Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 € | | |
| Total | RECETTES | 2 869 252,72 € | 4 972 480,33 € | 3 480 635,94 € |

INVESTISSEMENT

DEPENSES

| | | 2024 | 2025 | |
|-------|--|--------------|--------------------------------------|-------------|
| | | Réalisé 2024 | Total prévisions budgétaires BP + DM | Réalisé |
| Total | 001 Solde d'exécution d'inv. report | | | |
| Total | 20 Immobilisations incorporelles | 5 812,21 € | 50 592,00 € | 8 564,64 € |
| Total | 21 Immobilisations corporelles | 63 043,21 € | 1 501 913,72 € | 80 048,28 € |
| Total | 28 Amortissement des immobilisations (reprise) | 0,00 € | | |
| Total | DEPENSES | 68 855,42 € | 1 552 505,72 € | 88 612,92 € |

INVESTISSEMENT

RECETTES

Envoyé en préfecture le 27/05/2026

Reçu en préfecture le 27/05/2026

Publié le

ID : 028-282800374-20260522-2026_D_34-DE

Revenir
à l'état

| | | 2024 | | |
|-------|---|--------------|--|-------------|
| | | Réalisé 2024 | Total prévisions budgétaires BP + DM | Réalisé |
| Total | 001 Solde d'exécution d'inv. report | 231 956,53 € | 249 420,09 € | |
| Total | 021 Virement de la section de fonctionnement | | 1 214 305,63 € | |
| Total | 10 Dotations Fonds divers Réserves | 17 645,68 € | 7 280,00 € | 9 434,63 € |
| Total | 13 Subvention d'investissement | 1 425,97 € | 2 000,00 € | 3 251,30 € |
| Total | 040 Amortissement des immobilisations | 73 241,32 € | 79 500,00 € | 74 073,09 € |
| Total | RECETTES | 92 312,97 € | 1 552 505,72 € | 86 759,02 € |